

30.10.2017 * 16183

GRTgaz Direction des Opérations
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance, Données et Travaux Tiers
Boulevard de la République
BP 34
62232 Annezin



Communauté d'Agglomération
Maubeuge Val de Sambre
Service Instructeur
1 Place du Pavillon
BP 50234
59603 MAUBEUGE Cedex

Affaire suivie par : Mme LOUNICI Farida

VOS RÉF. PA 059 225 17 K0002
NOS RÉF. P17-2267
INTERLOCUTEUR Centre Travaux Tiers et Urbanisme (03.21.64.79.29)
OBJET Réalisation d'un parc d'activités - RD 649 - BD N°2/6/5/9/3/1/7+.... - Feignies - 59

Annezin, le 26/10/2017

Madame,

Nous accusons réception de votre dossier concernant les parcelles situées sur la commune de Feignies 59 reçu par nos services en date du 12/10/2017.

Ce terrain est traversé par l'ouvrage de transport de gaz naturel suivant pour lequel sont instituées des servitudes d'utilité publique (SUP) de maîtrise de l'urbanisation, prises en application des articles L.555-16 et R.555-30 du code de l'environnement :

Canalisation	DN	PMS (bar)	* Largeur SUP 1 (m)
DN250-1967-TAISNIERES-SUR-HON-HAUTMONT	250	67.7	75

* Bande située de part et d'autre des ouvrages, associée à la servitude d'utilité publique de maîtrise de l'urbanisation prise en application du code de l'environnement (article R.555-30)

La présence de cet ouvrage nécessite des précautions particulières en matière d'urbanisme de manière à limiter l'exposition des riverains aux risques qu'il peut occasionner.

1. Contraintes liées à l'urbanisation

Bien que reconnu comme le mode de transport le plus sûr et de moindre impact pour l'environnement, le transport de gaz par canalisations nécessite toutefois des précautions particulières en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.

En tant que gestionnaire de réseau de transport de gaz naturel soucieux de la sécurité, GRTgaz se doit de rappeler l'existence de ce risque et ne souhaite pas voir augmenter la densité de population dans les SLP de ses ouvrages. Nous vous invitons donc à repousser dans la mesure du possible votre projet en dehors des SLP de nos ouvrages.

Si par ailleurs votre projet concerne un Etablissement Receptif du Public (ERP) de plus de 100 personnes, vous devez vous conformer aux articles R.555-30 et 31 du code de l'environnement et à l'article 29 de l'arrêté du 5 mars 2014 modifié portant règlement de sécurité des canalisations de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques.

En outre, GRTgaz rappelle qu'il est préférable que des évacuations soient orientées côtés opposés aux ouvrages de transport de gaz naturel.

Afin d'étudier les futurs projets, GRTgaz se doit de disposer des éléments suivants :

- ☒ Nature de l'activité,
- ☒ Nombre maximal de salariés et de visiteurs,
- ☒ Certa 15016*01 à compléter en Annexe 3 de l'Arrêté du 5 mars 2014 modifié – NOR : DEVP1306197A en application du code de l'urbanisme article R. 431-16 paragraphe j
- ☒ Nombre de logements,
- ☒ Pour faciliter les échanges, un plan de masse géo référencé du projet avec l'emplacement des accès, parking et issues de secours ainsi que les modifications de profil du terrain serait utile.

2. Contraintes liées à la servitude d'implantation

De plus, il y a lieu de se conformer aux dispositions de la convention de servitude attachée à ces parcelles qui précise notamment l'existence d'une zone non-aedificandi.

Nous rappelons que dans cette bande de servitude, seuls les murets de moins de 0,4 m de hauteur et de profondeur ainsi que la plantation d'arbres de moins de 2,7 m de hauteur et dont les racines descendent à moins de 0,6 m, sont autorisés.

Les modifications de profil du terrain ainsi que la pose de branchements en parallèle à notre ouvrage y sont interdites et tout fait de nature à nuire à la construction, l'exploitation et la maintenance des ouvrages concernés est proscrit dans cette bande de servitude.

Par ailleurs, le projet devra respecter les dispositions suivantes :

- L'accessibilité de nos ouvrages doit rester possible en permanence, pendant et après les travaux,
- Les croisements des différents réseaux à poser (eau, électricité, télédiffusion, téléphone, assainissement, incendie) doivent être réalisés conformément aux prescriptions de GRTgaz et à la norme NF P 98-332 « Chaussées et dépendances - Règles de distance entre les réseaux enterrés et règles de voisinage entre les réseaux et les végétaux ».
- Dans les traversées de voies de circulation nouvelles, y compris temporaires pour travaux, les ouvrages de transport doivent être protégés mécaniquement pour un ouvrage de génie civil dont la capacité de résister aux surcharges prévisibles sera justifiée par note de calculs,
- Les parkings ou stockages de matériaux au-dessus et à l'intérieur de la bande de servitude des ouvrages sont à proscrire,
- La création de voirie à emprunt longitudinal des ouvrages est à proscrire,



- **L'implantation de clôtures doit faire l'objet d'un accord avec GRTgaz,**
- Il convient de ne pas prévoir de fondation à **moins de 5 mètres** des ouvrages (bord de fouille),
- Tout travail de terrassement au droit de nos ouvrages ne pourra être réalisé qu'en présence d'un représentant de GRTgaz,
- Les coûts des aménagements dans la bande de servitude induits par le projet sont à la charge de l'aménageur.

Vous trouverez joint au courrier les recommandations techniques applicables à respecter pour les projets d'aménagements.

3. Contraintes liées à la sécurité industrielle

Dans le cadre d'un projet d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE), nous vous informons que nos ouvrages sont assujettis à l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées.

Le Maître d'ouvrage du projet doit tenir compte, dans l'Etude de Dangers, de l'existence de nos ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur ces derniers.

GRTgaz se tient à votre disposition pour vous fournir les éléments utiles en cas de besoin.

Afin d'étudier les futurs projets, GRTgaz se doit de disposer des éléments suivants :

- ☒ Si Seveso régime : seuil haut ou bas,
- ☒ Si ICPE régime : déclaration, enregistrement ou autorisation,
- ☒ Si l'ICPE est Seveso ou soumise à autorisation nous fournir l'Etude de danger du site,
- ☒ Pour faciliter les échanges, un plan de masse géo référencé du projet avec l'emplacement des accès, parking et issues de secours ainsi que les modifications de profil du terrain serait utile.

4. Localisation et suite du projet

Notre interlocuteur technique du **secteur de MAUBEUGE (tél : 03.27.64.60.10)** se tient à la disposition du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre afin d'effectuer à titre gracieux le repérage de nos ouvrages sur le terrain et la matérialisation de la bande de servitudes.

Vous trouverez également joint au présent courrier un plan donnant la position approximative de nos installations et des SUP associées.

Nous vous invitons donc à revoir la situation de votre projet, en l'éloignant le plus des SUP de notre ouvrage. En cas de maintien du projet, nous vous invitons à remettre à l'interlocuteur cité en en-tête un projet modificatif précis tenant compte les éléments du présent courrier.



Il est à noter que l'ensemble de ces éléments sont génériques et peuvent faire l'objet d'ajustements en fonction des caractéristiques précises de votre projet.

5. Rappel de la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux

Par ailleurs, le Code de l'Environnement – Livre V – Titre V – Chapitre IV impose :

- à tout responsable d'un projet de travaux, sur le domaine public comme dans les propriétés privées, de consulter le « Guichet Unique des réseaux » (téléservice www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr), afin de prendre connaissance des nom et adresse des exploitants de réseaux présents à proximité de son projet, puis de leur adresser une Déclaration de projet de Travaux (DT),
- aux exécutants de travaux (y compris ceux réalisant les voiries et branchements divers) de consulter également le Guichet Unique des réseaux et d'adresser aux exploitants s'étant déclarés concernés par le projet, une Déclaration d'intention de Commencement de Travaux (DICT).

Conformément à l'article R.554-26 du Code de l'Environnement, lorsque le nom de GRTgaz est indiqué en réponse à la consultation du Guichet Unique des réseaux, les travaux ne peuvent être entrepris tant que GRTgaz n'a pas répondu à la DICT et avant la tenue du rendez-vous sur site obligatoire.

Nous restons à votre disposition pour tout complément que vous jugeriez utile et vous prions d'agréer, Madame, l'assurance de notre considération distinguée.

Patrice DUBOURG

Responsable du Département
Maintenance, Données et Travaux Tiers

Responsable d'équipe Sécurité Industrielle

Pièces jointes : Recommandations techniques
Plan de situation

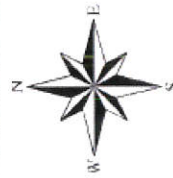


Date d'édition
12/10/2017

Urbanisme
1710126683

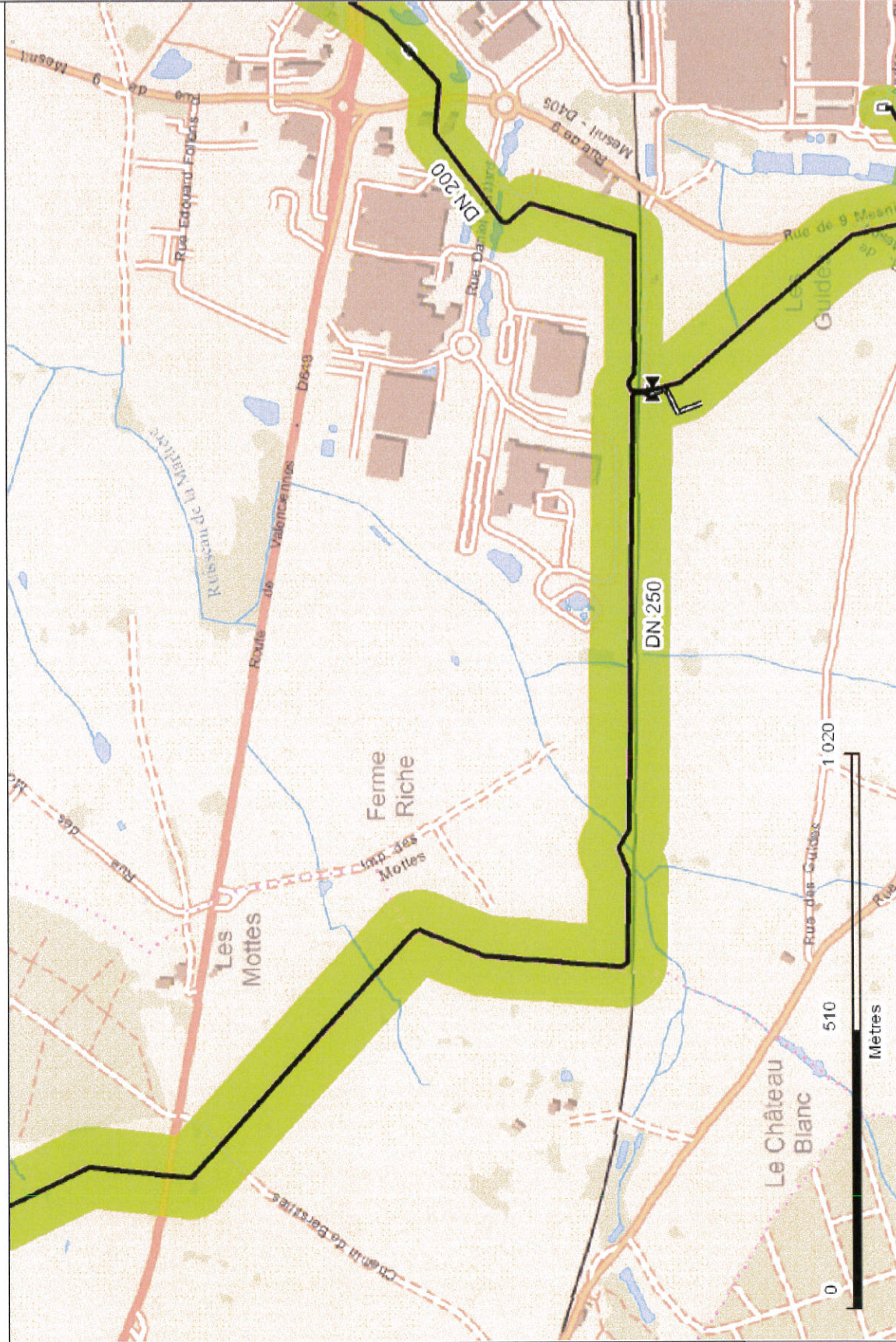
- Réseau GRTgaz
- En construction
 - Réseau en service
 - Réseau accessoire
 - Réseau hors service
- DN : Diamètre
Nominal de la
canalisation
- Sectionnement
- Installations GRTgaz
 - Projet de SUP 2
(=SUP3)
 - Projet de SUP 1

RGF93 Lambert 93



FranceRaster©IGN

P17 2267 - FEIGNIES



Code de l'environnement art. L.555-16 et R.555-30, code de l'urbanisme art. R.431-16 : les constructions et/ou aménagements en matière d'urbanisme dans les bandes de servitude d'utilité publique des ouvrages GRTgaz sont réglementés. Merci de vous rapprocher de nos services pour les modalités techniques et réglementaires associées à nos ouvrages pour l'implantation et la maîtrise de l'urbanisme.

